



## LÉGATION DE SUISSE

Bogotá, le 5 août 1955.

B.12.- Ce

RAPPORT POLITIQUE N° 6CONFIDENTIELLE

Mécontentement croissant et  
réaction dictatoriale.

Monsieur le Président de la Confédération,

Après une période politiquement calme, voire apathique, des troubles renaissent à l'intérieur du pays, provoqués par l'incompétence du gouvernement Rojas Pinilla, la corruption du président et de son entourage et les interventions arbitraires de l'armée. Deux ans après avoir été salué comme libérateur, le président peut lire aujourd'hui au centre de la ville des affiches ainsi conçues: "Mort à Rojas Pinilla, à bas la dictature!"

Le 20 juillet, quelques jours après l'anniversaire de la prise du pouvoir, le chef de l'Etat a fait à Cali un discours que le "Tiempo", principal journal du pays, a qualifié de "maladroit... propre à susciter le banditisme et à stimuler la persécution". Dans ce discours, le président déclare que 500 conservateurs et 87 libéraux auraient été assassinés dans les provinces. En fait, le nombre des libéraux mis à mort avec la complicité de l'armée est sans doute beaucoup plus élevé. Mais ce qui importait au président était de pouvoir démontrer que les violences n'ont pas cessé et que, par conséquent, l'état de siège devait être maintenu. Tout son discours avait un caractère nettement défensif. Conservateur appelé à diriger un pays à majorité libérale et dont le parti conservateur est divisé, Rojas Pinilla s'appuie de plus en plus sur l'armée. On annonce pour la fin de la semaine un remaniement ministériel qui pourrait bien nous valoir quelques nouveaux militaires au sein du cabinet.

Fin juillet, le président a fait un voyage officiel à son collègue équatorien, M. Velasco Ibarra, dont les tendances dictatoriales sont bien connues. Les 33 personnalités l'ont accompagné à Quito, y compris notamment la presque totalité de son cabinet et le chef suprême des forces armées. C'était sans doute la seule façon de se prémunir contre un coup d'état pendant son absence. La veille de son départ, de bruyants exercices militaires rappelaient à la population bogotane que l'armée seule commande en Colombie. Par mesure de prudence, le gouvernement équatorien a fait emprisonner 300 colombiens pendant la durée de la visite officielle.

Au Département politique fédéral,

B e r n e .



Voici encore un petit incident significatif. Le lendemain du 1er août, le "Tiempo" m'a demandé un interview sur la structure politique de la Suisse. L'article a été refusé par la censure. Je n'en suis d'ailleurs pas fâché parce que le journaliste, suivant l'habitude du pays, avait ajouté à ma description aussi objective que possible des commentaires exaltant nos libertés en des termes où perçait la critique du nouveau régime colombien. Le censeur m'a du reste déclaré lui-même qu'il n'était pas dupe de cette manoeuvre. Le directeur du "Tiempo" a cru devoir me communiquer l'épreuve du dit article barré par la censure. Je ne lui ai pas caché que j'aurais préféré qu'il ne me mêlât point à sa lutte contre le gouvernement actuel.

Le lendemain, le gouvernement a décrété la suspension du "Tiempo". On parle d'une interdiction d'un mois. Comme il s'agit du seul journal diffusé dans les coins les plus reculés de la Colombie, cette mesure augmentera les troubles et semble annoncer un nouveau raidissement du président; ceci trahit une fois de plus son impuissance à s'imposer autrement que par la force. Il faut reconnaître que le "Tiempo" ne ménageait pas ses critiques. "L'histoire de la politique colombienne, écrivait ce journal à propos du discours du 20 juillet, ne connaît pas d'épisode plus mesquin, plus dépourvu de véritable patriotisme et plus ruineux que celui qu'elle offre actuellement... Les 2/3 du peuple ne participent en aucune façon aux postes dirigeants ni même aux fonctions de portier dans l'administration publique."

Enfin, les mesures anti-protestantes, qui s'étaient sensiblement atténuées l'année dernière, ont repris au cours des mois écoulés. Suivant le bulletin de la Confédération évangélique de Colombie, 13 écoles protestantes ont été fermées en avril, de sorte que le nombre d'écoles protestantes clôturées depuis 1948, l'année où commença l'ostracisme anti-protestant, s'élève à 160. Dans les écoles publiques (à la différence de ce qui se passe dans les établissements privés tels que le Collège suisse), tous les élèves, quelle que soit leur confession, doivent assister au catéchisme catholique et même aux services religieux. Il m'est évidemment difficile de contrôler ces affirmations, qui ne sont certainement pas inventées. Pour ce qui est des protestants étrangers établis à Bogotá, le pasteur allemand de l'église luthérienne m'a déclaré qu'ils n'étaient pas entravés dans l'exercice de leur culte.

En résumé, la situation politique est de plus en plus tendue et il faut s'attendre, dans ce pays à la fois latin et tropical, à des réactions toujours plus violentes de la part du gouvernement et de ses adversaires.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse :

*M. Curat*